

ARCOH IPEL

Journal du Forum Civique Européen

FRANCE

Relaxe des 7 de Briançon

Le 9 septembre 2021, le verdict du procès en appel des «7 de Briançon»¹ a été annoncé à Grenoble. C'est un acquittement général – avec un bémol.

Pour rappel, en décembre 2018, cinq militantes avaient été condamnées en première instance par le tribunal correctionnel de Gap à 6 mois de prison avec sursis chacune et deux à 12 mois de prison, dont 4 de prison ferme. Les prévenues avaient participé à une manifestation transfrontalière antifasciste contre la présence du mouvement d'extrême droite des *Identitaires* dans les Alpes italo-françaises en avril 2018. Selon l'acte d'accusation, elles avaient fait entrer clandestinement des migrantes en France au cours de la manifestation. Elles avaient été condamnées pour avoir «aidé et encouragé le franchissement illégal de la frontière par des étrangers». Aujourd'hui, elles ont été entièrement acquittées de cette accusation. «C'est un signal extrêmement fort pour tous ceux et toutes celles qui militent dans

un cadre solidaire et humanitaire», s'est réjoui maître Vincent Brengarth, l'un des avocats, se félicitant «d'une très belle affirmation d'indépendance de la justice dans un contexte politique très sécuritaire». Mais la joie des sept est entachée car l'un des prévenues, qui comme les autres a été acquitté de l'accusation de «complicité de franchissement illégal de la frontière par des étrangers», a néanmoins été condamné à 4 mois de prison avec sursis pour «rébellion».

Nous y voilà...

Après le verdict, le comité de soutien des 7 de Briançon a publié le communiqué de presse suivant:

Nous y voici, 3 ans et 4 mois plus tard, près de 1240 jours à patienter, quelques 40.000 euros dépensés dans le ventre judiciaire, des engueulades, des embrassades... Tout ça pour ça. Une marche antifasciste, une police aux frontières, des magistrats, un sous-préfet, des ordres, des arrestations, un passage à tabac, des incarcérations, des exilés, des doudounes bleues leur courant après...

Des montagnes, des cols, de la neige, des drones, des tenues de camouflage, encore des arrestations, un refuge, un repas, une nuit, un train... des sourires, une partie de football, des pleurs, une engueulade de plus... Un coup de fil, des contrôles, des coups, des cris, des pieds gelés, une ambulance, quelques regards...

Une nuit, une chasse à l'homme, des lampes, des armes, une rivière, un corps immergé... Une plainte, un classement sans suite, une plainte, un non-lieu, des mensonges, beaucoup de mensonges...

Un discours, deux ministres, une circulaire... Une élection, un déménagement, de la fatigue, beaucoup de fatigue... beaucoup trop.

Alors voilà, nous y voilà. Ce 9 septembre 2021, une décision judiciaire, une de plus. Que de temps perdu, que d'énergie volatilisée. Tout ça pour ça... Merci aux maraudeuses, qui œuvrent sans relâche à faire exister dans le Briançonnais, la solidarité. Depuis tout autant de temps que nous attendons le verdict, des centaines de solidaires continuent à sillonner cols et postes frontières afin que personne ne meure, là-haut. Car non, nos montagnes ne deviendront pas un cimetière. Cet hiver va s'annoncer encore plus difficile, un Afghanistan meurtri ne peut que pousser femmes, hommes et enfants sur les routes de l'exil. Nous essaierons tant bien que mal d'être sur les chemins à leur côté. Qu'il n'en déplaise à la République, nous sommes dans le camp de la solidarité, elle a choisi le camp des drames et de la mort.

Nous, comité de soutien des 3+4, tenons tout de même à saluer cette décision judiciaire qui porte un coup aux politiques répressives contre les solidaires, à l'œuvre dans le Briançonnais ou ailleurs. Il s'agit bel et bien d'une victoire politique car nous venons d'obtenir une relaxe générale en ce qui concerne le délit de solidarité, après plus de trois ans de bataille judiciaire. Mais malgré cette victoire, nous resterons vigilants pour les hivers qui viennent. En effet, la militarisation de la frontière entraîne et entraînera de nouvelles poursuites de maraudeuses et autres solidaires. Que ce soit clair, nous riposterons juridiquement de manière systématique.



Des pas vers la liberté

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

Mi-figue mi-raisin. Nous, comité de soutien des 3+4, rappelons à l'Etat que la stratégie de la division ne nous empêchera pas de rester uni·es face à la répression qui frappe un de nos camarades. Monté en épingle par le ministère public, Mathieu, condamné ce jour-même pour rébellion, à 4 mois de prison avec sursis, a été en réalité victime de violence policière. Il ira jusqu'au bout pour briser l'*omerta* qui entoure la violence d'Etat. Nous rappelons qu'une plainte avec constitution de partie civile a été déposée pour les faits de violence dont il a été victime le 22 avril 2018 par 7 fonctionnaires de police (entorse aux cervicales avec dix jours d'ITT suite à une clé d'étranglement et un passage à

tabac sur la terrasse d'un café). L'instruction vient d'être ouverte en juillet 2021.

Mais par dessus tout, nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous ont accompagnés pendant ces longs mois dans les diverses mobilisations organisées, avec leur soutien financier et leurs messages de sympathies. Elles ont fait vivre ici dans nos vallées, ce qui était déjà une victoire pour nous... La solidarité! A cet hiver.

Introduction et rédaction
Michael Rössler
Membre du FCE

1. voir Archipel No 305, juillet/août 2021
2. *Le Monde*, 9/9 2021: «Aide aux migrants: les «sept de Briançon» relaxés par la justice».

fait, il ne s'agit pas du tout d'expliquer ou de désigner du racisme conscientisé. Ce n'est pas la même chose de conscientiser le racisme et de l'adopter comme un cadre idéologique, etc.

Par contre, on essaie de mettre le doigt sur le fait que quand on est blanc, on ne se fait pas arrêter par la police, par exemple. On a une liberté de mouvements, on a un accès au travail qui est beaucoup plus facile. On a aussi la liberté de parler sans être interrompu, surtout si on est un homme blanc, plus qu'une femme blanche d'ailleurs [rires]. C'est tout un ensemble de choses qui sont du registre de l'évidence pour les blancs et les blanches et qui n'ont rien d'évident quand on ne l'est pas. C'est cela qu'on essaie de désigner. Evidemment, cela veut aussi dire que les personnes blanches se pensent en général comme la norme dans nos sociétés, elles font partie du groupe majoritaire. C'est aussi cette capacité à se présenter comme ce qui est la norme, ce qui est bien et aussi la capacité à se présenter sous les oripeaux de l'universel, à universaliser toujours sa position, son point de vue, ses revendications, etc.

Mais il peut arriver aussi qu'on soit un petit blanc, comme on dit, et de situation sociale inférieure à certains cadres noirs par exemple qu'on peut croiser etc. C'est là que l'outil de l'intersectionnalité, que vous contribuez à définir, intervient.

Oui, absolument. Tout comme tous blancs ou toutes blanches ne sont pas identiques et tous les noirs et toutes les noires ne sont pas socialement pareil·les, il faut un temps pour rendre compte de cette complexité. En fait, une personne blanche issue du milieu populaire est relativement avantagée par rapport à une personne non blanche issue du même milieu. Par contre, effectivement, par rapport à une personne non-blanche qui serait issue d'un milieu plus privilégié, la situation va être différente. Mais ce n'est pas un simple cumul, on ne peut pas juste dire qu'une personne blanche d'origine populaire, ou un petit blanc

INTERSECTIONNALITE

Abolissons les privilèges

Dans le cadre de la conférence/débat organisée par Radio Zinzine le 4 août dernier¹, sur le thème «privilèges d'hier et d'aujourd'hui, comment les définir et les redefinir, et comment aller réellement vers leur abolition?», nous avons interviewé² Eléonore Lépinard au sujet de son ouvrage, coécrit avec Sarah Mazouz, intitulé *Pour l'intersectionnalité*³.

RZ: Dans cet ouvrage, vous évoquez ce qu'on appelle le «privilège blanc», une nouvelle expression qui émerge dans le vocabulaire sociologique et politique, et qui est à la fois débattue, contestée, mais en tout cas vivante.

Eléonore Lépinard: Oui, tout à fait. C'est vrai en particulier dans l'univers francophone, mais aux Etats-Unis, on doit la résurgence, ou en tout cas l'apparition dans le débat public de cette notion de «privilège blanc», au mouvement *Black Lives Matter*, dès 2014. Pour autant, c'est une notion qui est plus ancienne. Cela fait 20-30 ans que dans le monde académique, on parle de «privilège blanc». Il y a une autrice souvent citée, Peggy McIntosh, qui est une des premières à formuler la question de la blanchité, de cette identité raciale des personnes majoritaires, sous la forme de privilège. Elle a une métaphore dans un texte de 1989, cela fait déjà pas mal d'années, du «sac à dos invisible»⁴. Elle dit qu'être blanc, c'est comme posséder un sac à dos invisible avec plein de ressources ou de possibilités, de libertés. Tout un ensemble de biens pour lesquels on n'a pas dû se battre, dont on a été doté·es sans même s'en rendre compte, mais qui nous permettent d'avoir accès à plein de choses auxquelles n'ont pas accès les personnes qui ne sont pas blanches.

Ce dont on n'est pas toujours conscient·es, même si on parle souvent de la domination blanche dans le monde, on ne la voit pas forcément dans nos sociétés, notamment dans l'esprit des gens qui sont plutôt de gauche socialement, politiquement et qui disent «mais non, je ne suis pas raciste...».

Oui, tout à fait. La notion de privilège blanc, et plus largement le concept qu'on utilise en sciences sociales de blanchité, pour justement

tenter de désigner cette identité et ce qu'elle implique, sa particularité, c'est d'être invisible à ceux et celles qui en sont porteur·euses. Ce n'est pas fait pour désigner un biais ou un préjugé négatif conscientisé. C'est fait pour justement désigner autre chose, qui est construit socialement, dont on est porteur·euse sans s'en rendre compte. Donc, c'est une dimension à la fois d'invisibilité, comme dans la métaphore du sac à dos invisible, et aussi quelque part de passivité. En fait, on ne fait rien pour avoir ce privilège. C'est le propre du privilège; qu'on en jouisse sans rien faire. Il y a donc une forme de passivité dans le fait de posséder ces bénéfices et ces privilèges qui, bien évidemment quand on est dans le groupe majoritaire, les rend invisibles à nos propres yeux. C'est pour cela qu'il peut être compliqué à déconstruire ou même à démontrer, on peut se retrouver face à une certaine résistance quand on essaye d'expliquer ce phénomène à des personnes qui typiquement vont dire: «je ne suis pas raciste, je suis antiraciste, qu'est-ce que cela veut dire, non, non, non». En



Femme, photo: Ute Müller

comme vous dites, est forcément moins bien lotie qu'une personne racisée qui serait cadre dans une entreprise. Ce n'est pas un simple cumul parce qu'en fait, qui va se faire arrêter dans le métro? A qui va-t-on demander ses papiers? Ou encore, qui va avoir une amende lors d'une infraction extrêmement commune? C'est peut-être quand même la personne noire, même si elle est cadre. Par contre, en terme de revenu, qui va être positionné par rapport à l'accès à certains biens, qui va pouvoir défendre sa position, etc.? Là, oui, ça peut être la personne qui est cadre.

On ne peut donc pas juste faire des additions parce que la question de l'identité blanche détermine le rapport qu'on entretient par exemple avec l'Etat et les forces de l'ordre. C'est bien pour cela que cette thématique a émergé avec le mouvement *Black Lives Matter*. La question du rapport à la violence de l'Etat, de comment on en est la victime, des risques qu'on a de mourir aux mains de l'Etat, par exemple, bien sûr ce risque va être moindre si on fait partie d'une classe aisée, mais ils vont rester importants si on n'est pas blanc, et cela dans les sociétés européennes, aux Etats-Unis, en Amérique latine, etc.

L'intersectionnalité nous invite à vraiment complexifier: ces rapports sociaux qui s'imbriquent font qu'on est placé en position de privilèges ou de désavantage relatifs mais aussi, par rapport à certains enjeux et dans certaines interactions sociales, et non pas tout le temps et toujours.

On voit que c'est important. Cela fait partie d'une meilleure appréhension de l'évolution de nos sociétés. Cependant, c'est un concept débattu avec plus ou moins de bonne foi, contesté, et c'est bien normal, mais aussi parfois attaqué, jusque dans votre propre domaine, dans les sciences sociales. Comme par exemple dans ce livre assez récent de Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, Race et sciences sociales. Essai sur les usages publics d'une catégorie, qui souligne le côté identitaire et même quasiment uniquement le côté identitaire que peut avoir cette manière de voir.

Effectivement, c'est une critique qu'on entend souvent. On la discute d'ailleurs dans le petit livre *Pour l'Intersectionnalité* avec Sarah Mazouz, en fait, on part, entre autres, de là. C'est une critique qui est quand même très mal informée [rires] parce que, par exemple, une des pionnières, en tous cas une des théoriciennes qui a avancé la question de penser la complexité de l'imbrication de plusieurs rapports de pouvoir, c'est Angela Davis. Elle a écrit un livre qui s'appelle *Femme, race, classe*⁶. Parmi les fondatrices de ce courant

d'analyse des sciences sociales, il y a de nombreuses féministes marxistes noires, pour qui la classe, par exemple, est un concept très important. En fait, ce n'est pas parce qu'on parle de race qu'on parle d'identité. C'est drôle, quand on parle de classe, là, on ne parle pas d'identité. En fait, on n'est jamais accusé d'être essentialiste quand on fait de la sociologie des classes sociales. Pourtant, on peut faire de la sociologie des classes sociales de façon hyper essentialisantes. En ramenant toujours les gens à cette identité, comme une essence de laquelle ils ne peuvent pas s'extirper. En fait, on peut tout à fait parler de race sans essentialiser, on peut parler de race comme un rapport social, parce que c'est ce

que c'est, un rapport social. Il ne s'agit pas d'assigner les gens, au contraire. Les gens sont assignés par des rapports sociaux de domination. Il s'agit de montrer comment ces assignations fonctionnent et comment les gens tentent d'y échapper. C'est vraiment l'inverse que de vouloir ramener les gens à leur identité.

On va s'arrêter là pour l'instant, Eléonore Lépinard, bien que tout ce que vous dites ouvre beaucoup de fenêtres, d'occasions de discuter, de chercher des cas concrets pour illustrer, etc. En attendant, nous recommandons votre petit livre de poche aux Editions Anamosa, Pour l'intersectionnalité.

MIGRATION

Migrations forcées, discriminations et exclusions...

... les enjeux des politiques néocoloniales*. Pourquoi les migrations sous la contrainte? Pourquoi les discriminations dont migrantes et migrants sont les victimes? Quels enjeux politiques et humains à l'émergence de cette nouvelle catégorie? Quels critères aux exclusions frappant exilées et exilés?

Cet ensemble de contributions entend fournir différents éclairages autant sur les causes des migrations forcées que sur leurs conséquences en termes de stigmatisation, de discrimination, d'exclusion et de négation des droits: droits de la personne, droits sociaux.

Poussées à l'exil en particulier par les effets d'une mondialisation économique et financière d'ordre néocolonial, les personnes exilées tentant de trouver un refuge dans un pays de l'Union européenne sont soumises à une triple sélection: par le voyage plus qu'aléatoire auquel elles sont contraintes, par l'enregistrement aux frontières de l'UE dans les centres de tri que sont les hotspots, et enfin par la menace constante d'expulsion dans le pays qui devrait les accueillir. La catégorie du migrant se définit donc par la négative, par l'illégalité du séjour sur un territoire défini par ses frontières nationales. Quelles que soient leur origine, leur langue, leur culture, leur religion, leurs social, les personnes exilées cherchant en Europe un refuge, une place et une nouvelle dignité, sont condamnées à l'invisibilité, au rejet, à l'expulsion, quand ce n'est pas à la disparition dans le trajet migratoire.

L'absence de statut, la négation de toute identité condamnent migrantes et migrants à des conditions de vie plus que précaires, à des violences policières et à des pressions psychiques qui contribuent à détruire leur humanité. Il s'agit de s'interroger autant sur les raisons de ces discriminations et de ces exclusions que sur les usages politiques dont elles sont le prétexte. Il s'agit de proposer des voies, autant pour définir une autre politique migratoire que pour changer le système

qui produit les migrations forcées, sous la contrainte économique, sociale et environnementale.

Points forts

Spécialistes dans un des domaines des Sciences humaines et sociales, sociologues, juristes, politologues, anthropologues, mais aussi militant·es, les auteurs et autrices offrent des perspectives à large spectre sur le phénomène moderne de la migration forcée. Elles et ils s'interrogent sur les causes et les conséquences des discriminations dont exilé·es sont l'objet dans les pays détenant le pouvoir économique, financier et militaire. Leurs propositions engagent autant à l'action humanitaire qu'à l'action politique dans la défense de ces victimes du nouvel ordre mondial.

Sommaire

Claude Calame, Alain Fabart: «Introduction: entre stigmatisations, rejets et disparition»
Etienne Balibar: «Pour un droit de l'hospitalité: l'urgence et l'obstacle»
Catherine Wihtol de Wenden: «Migrations dans le Monde»
Roger Martelli: «Enjeux de civilisation: accueil des migrant·es»
Danièle Lochak: «La liberté de circulation: pourquoi?»
Marie-Christine Vergiat: «Les fantasmes migratoires à travers le Pacte de Marrakech»
Alexis Nuselovici: «Pour une politisation de la question migratoire»
Saïd Bouamama: «Mondialisation capitaliste, eurocentrisme et immigration, une prolétarisation du monde»
Julien Brachet: «Les malhonnêtes: idéologies, peurs et mensonges autour des migrations internationales»
Claude Calame, Alain Fabart: «Causes et effets des migrations contraintes: propositions altermondialistes»
Henri Lefebvre: «Les migrations environnementales comme enjeu de solidarité internationale»
Gustave Massiah: «Pour une approche altermondialiste des migrations.»

* Paru sous la direction de Claude Calame et Alain Fabart, Editions du Croquant <https://editions-croquant.org/hors-collection/613-migrations-forcees-discriminations-et-exclusions.html>
<https://www.youtube.com/watch?v=uaESre4O4Vk>

1. La nuit du 4 août 1789, l'Assemblée nationale constituante vota la suppression des privilèges féodaux.

2. <www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6165>

3 <<https://anamosa.fr/livre/pour-lintersectionnalite/>>. Eléonore Lépinard est sociologue, professeure en études de genre à l'Université de Lausanne. Ses travaux portent sur les mouvements et les théories féministes, l'intersectionnalité, le genre et le droit. Sarah Mazouz est sociologue, chargée de recherches au CNRS (Ceraps) et membre de l'Institut Convergences Migrations. Ses travaux s'appuient sur des enquêtes ethnographiques et mobilisent les critical race studies, la sociologie du droit, la sociologie des politiques publiques et l'anthropologie critique de la morale. Toutes deux sont autrices de nombreux ouvrages.

4. *In White Privilege: Unpacking the Invisible Knapsack* <https://psychology.umbc.edu/files/2016/10/White-Privilege_McIntosh-1989.pdf>

5. Agone, coll. Epreuves sociales, 2021.

6. Editions des femmes, première traduction 1983, réédition 2007.

20 ans d'asile ecclésiastique pour les sans-papiers

Après que les premiers étranger·es sans papiers sont sorti·es de l'ombre en Suisse romande*, Berne et Bâle ont suivi en Suisse alémanique. Le 21 octobre 2001, des sans-papiers occupaient l'église de St-Anton à Bâle avec des militant·es muni·es de papiers.

D'autres initiatives ont suivi dans d'autres villes suisses, afin que l'on ne puisse plus taire le fait que des milliers de personnes vivent et travaillent en Suisse alors qu'elles ont perdu leur statut de résident·e ou ne l'ont jamais obtenu. Ces personnes font en grande partie un travail qu'aucune personne suisse ne ferait plus, et sont souvent victimes d'exploitation. Komi Aimé Ofounou du Togo, qui était dans le refuge de l'église de St-Anton à l'époque, se souvient: *«Au début, nous étions 15 à 20 sans-papiers dans l'église. Du Kosovo, du Chili et de la Bolivie, de la Syrie, de la Turquie et du Kurdistan. Plus tard, d'autres personnes nous ont rejoint·es. Il y avait aussi beaucoup de personnes locales vivant avec nous pour notre protection. Il y avait aussi beaucoup d'ancien·nes qui restaient avec nous pendant la journée par solidarité.»*

Krasimir Penev, originaire de Bulgarie et employé comme ouvrier agricole dans le canton de Soleure, parle également de cette période: *«La chose la plus importante pour moi a été d'apprendre que je n'étais pas seul. Il y avait tellement de gens dans la même situation illégale. Ensemble, nous avons pu réfléchir à la manière dont nous voulions procéder et nous avons trouvé beaucoup de soutien. J'ai également vécu cette grande solidarité de manière très personnelle. Une femme très gentille a acheté des médicaments pour moi. Bien que j'avais eu une hernie, j'ai travaillé pour un agriculteur pendant des années et je n'étais pas autorisé à voir un médecin. Aussi souvent que je le pouvais, je*

venais à l'église St-Anton de Bâle et aux manifestations. Je me suis senti bien dans cette atmosphère conviviale.»

Des moments inoubliables

Jaqueline Estrada, d'Equateur, a été l'une des premières sans-papiers à sortir de l'ombre et à assister aux réunions des militant·es bâlois·es où des actions communes étaient planifiées. Puis son mari Julio a suivi. Illes ont ensuite emménagé dans l'église avec leurs quatre enfants. Les filles Liliana et Cristina racontent: *«Un jour, une femme nous a apporté des jouets. J'ai été étonnée que des inconnu·es puissent être aussi généreux et partager quelque chose avec des personnes qu'illes ne connaissent même pas. Cette petite expérience m'a façonnée pour toute ma vie: tous les gens ont un bon côté. Je l'ai également ressenti dans les réunions qui avaient lieu régulièrement et que nous écoutions de loin. Nous avons appris dès notre plus jeune âge à nous méfier et heureusement, grâce à cette solidarité, nous avons retrouvé la confiance.»*

L'asile ecclésiastique de Bâle est également inoubliable pour de nombreux soutiens suisses. Daisy Reck en est représentative: *«Pour moi, qui à l'époque faisais le deuil de mon défunt mari et cherchais un nouveau but dans la vie, la rencontre avec les sans-papiers m'a permis de recevoir un grand cadeau: un membre du groupe a gagné ma confiance, j'ai pu entrer en contact avec sa famille restée au pays, j'ai pu aider*

à les faire venir en Suisse, j'ai pu faciliter leur rapprochement avec notre pays et j'ai enfin pu les aider à obtenir notre citoyenneté. Aujourd'hui, je suis une partie naturelle de cette famille et j'ai ainsi acquis un sentiment de sécurité et de tendresse qui est important dans la vieillesse.»

Après des mois ou des années de va-et-vient éprouvant avec les autorités, toutes les sans-papiers qui s'étaient battu·es pour leurs droits dans le refuge de Bâle ont été progressivement légalisé·es. Mais malheureusement, même après 20 ans, nous sommes encore loin d'une régularisation collective des sans-papiers en Suisse. Il y a encore beaucoup à faire!

Mais au moins beaucoup de nouvelles relations et de nouveaux réseaux ont émergé de l'asile ecclésiastique de St. Anton, y compris le bureau d'accueil des sans-papiers à Bâle puis ailleurs, ainsi que l'Union des ouvrier·es sans statut régulier.

Michael Rössler,
membre du FCE
& Cercle d'amis de la famille Estrada

Source: «Stimme der Sans-Papiers» à l'occasion du 20e anniversaire de l'occupation de l'église de Bâle, n° 53, mai 2021, à commander auprès de: Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel, Gewerkschaftshaus, Rebgasse 1, CH-4058 Basel basel@sans-papiers.ch 00 41 61 681 56 10. Die «Stimme der Sans-Papiers» peut également être consultée à l'adresse suivante: <www.sans-papiers.ch>.

* A partir d'avril 2001: église asile de Belleveaux à Lausanne, à partir de juin 2001: St-Paul à Fribourg,

Procès à l'encontre de l'entreprise de travail temporaire Terra Fecundis

Autrefois, la majorité des travailleur·euses saisonnier·es en France étaient espagnols et portugais. Plus tard, illes ont été remplacé·es par des Nord-African·es, en Provence principalement venu·es du Maroc. Illes étaient «autorisé·es» à travailler pour un patron avec un contrat saisonnier de six à huit mois, auquel illes étaient complètement lié·es. Ces contrats existent encore aujourd'hui, mais ils sont devenus moins importants. Aujourd'hui, la majorité des travailleur·euses agricoles sont placée·es par des entreprises basées dans d'autres pays européens, notamment en Espagne. La plus importante société de services pour la France, Terra Fecundis, est officiellement basée à Murcie et nous avons déjà parlé dans ce journal de leurs pratiques effroyables.

L'Etat français est en procès contre cette société accusée d'avoir escroqué des prestations sociales, à hauteur de millions.

Des membres de l'équipe de recherche FINCA (Frontières, (Im)mobilisations et Néolibéralisme en temps de Covid dans l'Agriculture) et du Codetras (Collectif de défense des travailleur·euses étranger·es dans l'agriculture assistaient à l'audience devant le Tribunal judiciaire de Marseille du 17 au 21 mai 2021 visant les sociétés du groupe Terra Fecundis, les gérants et leurs représentants en France. La tenue du procès a été l'occasion d'organiser simultanément une soirée de discussions et de témoignages sur le thème «Combattons l'exploitation des travailleur·euses étranger·es dans l'agriculture», suivi le lendemain d'un rassemblement «Pour une égalité des droits entre les travailleur·euses». Vous pourrez trouver le compte-rendu complet de ce procès sur le site du Forum Civique Européen <<https://forumcivique.org/fr/>>



La famille Estrada à Bâle, 2004, photo: Vinzenz Schwab

G20, le témoignage d'une mère

Teilnahme verboten (Participation interdite), est le titre du livre de l'Italienne Jamila Baroni, disponible en italien et en allemand, sur le procès de son fils Fabio, 18 ans, qui était à Hambourg en juillet 2017 pour manifester contre le sommet du G20.

Le lendemain même de son arrivée, le 7 juillet, premier jour du sommet du G20, il a été arrêté lors d'une manifestation à 7 heures du matin. Il a passé cinq mois en détention provisoire dans le centre de détention pour mineurs de Hahnöfersand, situé à 30 km de Hambourg sur une île de l'Elbe. Libéré le 27 novembre 2017 en échange d'une caution de 10.000 euros et à la condition de se présenter régulièrement à la police, le procès qui lui est intenté s'est terminé sans résultat en février 2018, suspendu en raison de la grossesse de la juge en charge du dossier. Personne ne sait si ce procès va se poursuivre, ni quand.

Souvenons-nous: des dizaines de milliers de personnes venues de toute l'Europe avaient participé aux manifestations contre le sommet du G20 à Hambourg. Les médias avaient montré des images effrayantes de violence lors des manifestations, on avait soudain parlé d'excès de violence d'une ampleur inconnue jusqu'alors, et le maire de l'époque, Olaf Scholz, aujourd'hui ministre fédéral des Finances, avait promis que des mesures sévères seraient prises à l'encontre de ceux qui avaient commis des crimes. Les provocations et les attaques manifestement non justifiées de la police contre les manifestant·es avaient en revanche été sciemment dissimulées.

Pouvoir et résistance en Europe

[...] On imagine comme il a dû être extrêmement compliqué pour Jamila et Fabio, qui ne parlaient pas un mot d'allemand, de comprendre le contenu des ordonnances, décrets et lois. Jamila évoque avec un ton calme les huit mois de son séjour à Hambourg, ses négociations avec l'administration pénitentiaire, les conversations avec l'avocat de son fils, Gabriele Heinecke, le soutien qu'elle a reçu à Hambourg de la part d'individus et de groupes, ses visites à la prison, les audiences du tribunal, le comportement de Fabio, ses sentiments. Elle ne cherche pas à susciter la pitié ni ne se perd dans l'agitation politique, elle nous emmène simplement avec elle à travers ce qu'elle vit. Parallèlement à son récit, un narrateur neutre rapporte les événements et les décisions prises à l'époque dans les milieux gouvernementaux à Hambourg. C'est un petit fragment du «grand événement» que fut le G20 de Hambourg et de ses conséquences. Plus le ton est simple, plus les lecteurs et lectrices s'en trouvent bouleversé·es, en colère, sont poussé·es à la réflexion, mis·es au défi de combiner, d'analyser et de comprendre les liens entre répression et résistance. Ce livre est un document historique contemporain sur le pouvoir et la résistance en Europe.

J'aimerais souligner un «détail» dans toute cette procédure contre Fabio, c'est la raison invoquée par la cour suprême de Hambourg pour justifier sa détention provisoire: «La peine pour mineur est également prévue contre des tendances nuisibles existantes chez l'accusé. En l'occurrence il s'agit de déficiences majeures et de carences éducatives qui, sans une éducation globale et sur le long terme du délinquant, sont à l'origine de nouveaux délits.» Ceci équivaut de facto à une condamnation, sans référence à aucune infraction concrètes. Le juge invente des «tendances nuisibles» à Fabio sans l'avoir jamais vu et sans aucune expertise. Ce raisonnement est repris par la suite par chaque instance invoquée pour la levée de la détention provisoire. Même au cours du procès contre Fabio, les «tendances nuisibles» n'ont jamais été étayées de quelque manière que ce soit. L'expression «tendances nuisibles» remonte à une loi du national-so-

cialisme qui avait permis d'interner massivement des jeunes qui dérangent le régime, sans preuve d'un quelconque délit. On trouve ainsi cette formulation à de nombreuses reprises dans les documents du camp de concentration pour filles d'Uckermark, pour justifier l'incarcération des jeunes femmes. Cette formulation existe encore aujourd'hui dans le droit pénal allemand des mineur·es et est utilisée des milliers de fois chaque année.

«Que vous me croyiez ou non: je n'aime pas la violence. (...) Mais j'ai des idéaux et j'ai décidé de me battre pour eux (...). A une époque où de nouvelles frontières sont érigées dans le monde entier, où les fils barbelés sont déployés, où de nouveaux murs sont construits des Alpes à la Méditerranée, je pense qu'il est merveilleux que des milliers de jeunes de toutes les régions d'Europe soient prêt·es à descendre dans la rue ensemble pour leur avenir. Au-delà de toutes les frontières et uni·es dans la volonté commune de faire du monde un endroit meilleur que celui qu'il·les ont trouvé.» C'est ainsi que Fabio a expliqué ses motivations au tribunal et aux journalistes.

Jürgen Holzapfel
Membre du FCE - Allemagne

* Jamila Baroni, *Teilnahme verboten, G20-Protest und der Prozess von Fabio V.*, Unrast-Verlag, Münster, août 2020. Le titre original est en italien, *Vietato partecipare*.

NUCLEAIRE/ALLEMAGNE

Le métal contaminé du projet de technocentre de Fessenheim

Lors d'une conférence de presse, lundi dernier, Stéphane Aucter (BUND/ Amis de la terre Allemagne), Claude Ledergerber (CSFR, Comité Pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin) et Klaus Schramm (Groupe Anti Nucléaire de Freiburg, AAGF) ont présenté une pétition à l'intention du Bundestag. Elle est dirigée contre la réutilisation de métaux contaminés avec des résidus de nucléides dangereux dont la radioactivité n'est plus mesurable. En effet, une fois polis, ces derniers ne sont plus mesurables. Luc, journaliste pour Radio Dreyeckland revient sur la conférence de presse sur les ondes de la radio fribourgeoise. Nous en proposons une retranscription.

Jan: Tu as été à une conférence de presse lundi dernier, le 13 septembre, organisée entre autres par le BUND¹ au sujet du lancement d'une pétition concernant la centrale nucléaire de Fessenheim. Cette dernière a été mise hors réseau mais le dossier n'est pas tout à fait clos...

C'est juste. En gros, cette conférence de presse était organisée pour faire connaître une pétition qui concerne l'exportation et la fonte de métaux radioactifs et la pratique des «libres mesures». Illes ont démarré la pétition il y a deux mois à peu près et pour l'instant il y a 1500 signatures, c'est seulement un petit début. Illes ont pour but de placer ce thème sur l'agenda politique.

Les organisations ont-elles dit ce qui est exactement en train de se passer, afin que nous puissions nous faire un avis? Pour que nous puissions comprendre de quoi il s'agit?

Il s'agissait de formuler une critique fondamentale de la pratique de la «libre mesure». Cela signifie qu'il est possible de décontaminer des métaux, par exemple des déchets métalliques générés lors de démantèlements d'installations, de centrales nucléaires entre autres. Il y a des conditions qui sont posées qui disent qu'il faut que ces métaux soient en dessous de 10 microsieverts. Il y a des mesures et les métaux sont polis pour enlever ce qui est trop radioactif. C'est une pratique qui est légale en

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Allemagne mais pas en France. Cependant, la France lorgne vers l'Allemagne à ce sujet car il s'agit toujours de s'inspirer des technologies allemandes. La critique repose sur le fait que ces métaux rentrent en circulation. Ils vont être utilisés dans le domaine civil. Mais certains radionucléides et des éléments deviennent indétectables par exemple quand ils sont légèrement recouverts, par exemple sous de la peinture. Il y aura des émissions de radiations dont la dangerosité n'est plus à prouver. Il y a aussi une critique qui porte sur le taux qui fait la norme, celui-ci est relativement faible. Ce qui fait qu'il n'est plus nécessaire de surveiller par la suite.

Par exemple, des radiations qui sont très dangereuses dans le corps, qui ne vont pas circuler fortement dans l'atmosphère mais qui peuvent générer des cancers quand les particules alpha rentrent dans le corps...

Oui, c'est une chose délicate. Dans le passé, il a pu y avoir des cas où cela a été prouvé. Par exemple, dans des boutons d'ascenseurs en Allemagne où de la ferraille radioactive a été utilisée. Cela peut avoir des conséquences sanitaires néfastes. De manière générale, la critique portait plus généralement sur la refonte en tant que telle car cela crée un amalgame dans lequel il n'est plus possible de différencier ou de décontaminer. On crée un nouveau matériel de construction. Une des critiques posées par les organisations est que cela ne vaut pas du tout le coup économiquement. Il serait possible de créer, avec cette méthode, quelques milliers de tonnes de matériel. Mais la consommation mondiale tourne autour de 2 milliards de tonnes. L'argument s'apparente à la thèse pro-nucléaire selon laquelle on pourrait sauver le climat avec le nucléaire, qui créerait peu d'émissions de CO₂. Cet argument est absurde puisque, même s'il était recevable, ce qui n'est évidemment pas le cas, les centrales nucléaires produisent à peine 10% de l'énergie électrique dans le monde. Cela est économiquement surréaliste. On ne peut pas y arriver. Nous avons ici un mini gain en métal mais surtout cela arrange l'industrie nucléaire. Cette pratique est répandue en Allemagne, ainsi que l'exportation de ces matériaux. C'est ce que les organisations veulent faire stopper avec cette pétition. De plus, il s'agissait de critiquer le travail relativement opaque du business d'import-export de l'industrie nucléaire prétendument et/ou apparemment en déclin en Allemagne. Il y a des administrations qui réglementent et contrôlent les exportations, la BAFA ainsi que le ministère de l'Environnement. Elles sont censées créer de la transparence. Cela a déjà été très difficile dans le passé. Par exemple, lors des exportations depuis Stade (Basse-Saxe) vers la Scandinavie ou depuis Obrigheim (Bade-Wurtemberg) d'une cuve vers les Etats-Unis où normalement il doit y avoir une très grande transparence. Ce qui a timidement été décrit par les participant·es à la conférence de presse comme une pratique illégale. Il s'agit d'une économie de marché très libre concernant ces métaux soi-disant recyclés de l'industrie nucléaire.

Y a-t-il eu autre chose sur cette conférence de presse?

Oui, il s'agissait aussi de faire parler de Fessenheim et de travailler sur ce sujet comme tu l'as dit en début d'interview. Claude Ledergerber a précisé qu'un travail était en route sur

l'étude des plans d'un techno-centre. Il s'agit du VALM, c'est le joli terme qu'ils utilisent en ce moment. Il s'agit de la valorisation de métaux. C'est une possible perspective pour Fessenheim qui se concrétise, car il faut aussi en France un lieu pour défaire les quelques réacteurs à l'arrêt. Il faut dire qu'il y en a aussi qui décorent le paysage depuis plus de 40 ans sans être démantelés. Mais la perspective de démantèlement va être mise à l'ordre du jour. Pour l'instant, la pratique de «libre mesure» est interdite. Cela pourrait faire beaucoup de ferrailles, qui seraient peut-être réutilisées en Allemagne mais qui sont actuellement stockées sur les sites. Apparemment, 150.000 tonnes seraient entreposées, seulement au Tricastin. Les industriels du nucléaire voudraient sortir de cette pratique de l'entreposage à plus long terme et rentrer plus dans la pratique du «recyclage». Du coup, le techno-centre de Fessenheim, qui a été un sujet sur la place publique de plus en plus fréquemment ces derniers mois, serait une option pour cela, comme projet transfrontalier. Ce serait un candidat. Les organisations ont dit, lors de la conférence de presse, qu'elles avaient l'intention de faire tomber le projet de techno-centre. Il y a un groupe de travail, du nom de AK Fessenheim qui travaille depuis plusieurs années au sujet du démantèlement. Les organisations environnementales veulent faire quelque chose contre la perspective qu'il se fasse dans la région... qu'à 20 kilomètres de Freiburg, on travaille à remettre en circulation ces matériaux dangereux pour l'usage civil comme but à moyen terme...

En même temps, il faut dire qu'il s'agit d'un thème relativement marginal, aux vues de la brutalité que représente la politique du nucléaire, entre autres quand on regarde l'exportation de combustibles depuis Lingen². Ce qui a aussi été un thème. Un exemple à l'appui duquel nous pouvons voir que l'Allemagne n'est objectivement pas en train de sortir du nucléaire. Avec la recherche de centres d'enfouissement en Allemagne, en France et en Suisse, ce sont de très grands sujets liés pour les Etats nucléaires. Ils sont toujours en négociations

politiques de nos jours. Du coup, les participant·es à la conférence de presse, malgré le fait que ce soit un thème marginal, en ont souligné l'importance. Car, si nous arrivons à contrer ce thème ici – admettons que la Commission des pétitions s'empare du dossier et que la critique se renforce, voire que l'exportation devienne illégale –, la France ne pourrait plus argumenter que cela se fait également outre-Rhin. Il s'agirait d'un travail de fond qui pourrait fragiliser le projet menaçant de techno-centre.

A qui s'adresse donc cette pétition, au Land ou à l'Etat?

Elle est destinée au Bundestag, à l'intention de la Commission des pétitions, quand il y aura un grand nombre de signatures. Pour le moment (au moment de la conférence de presse), il y en a 1500, ce qui est relativement peu. Il faut que la pétition soit suffisamment remplie, ou au moins soit admise, car il n'existe pas vraiment de quorum. Selon les organisateurs et organisatrices de la conférence de presse, des pétitions peuvent être acceptées même en étant signées par quelques milliers de personnes et d'autres refusées avec plusieurs dizaines de milliers de signataires. Cela dépend apparemment d'autres mécanismes...

Où peut-on soutenir cette pétition, sur le site du BUND?

Le BUND a sûrement fait le lien vers cette pétition. Mais cela peut aussi se trouver sur le site de Campact³ où l'on trouve généralement ce genre de pétition pour ceux et celles qui trouvent que c'est une chose intéressante.

Luc et Jan
Radio Dreyeckland

1. Amis de la terre (Allemagne)

2. L'Allemagne exporte des barres de combustibles nucléaires depuis l'usine Framatome-Areva-Orano de Lingen notamment vers les centrales de Doel 1 et 2 en Belgique et Leibstadt en Suisse. Cette exportation a été suspendue deux fois ces derniers mois suite à des plaintes de Belgique et d'Allemagne (BUND). Ce qui tend à prouver que l'Allemagne participe de cette manière à l'industrie nucléaire malgré l'arrêt de ses centrales.

3. <<https://weact.campact.de/petitions/stopp-des-exports-und-des-einschmelzens-radioaktiv-kontaminiertes-metalle>>

ZAPATISTES

Que nous contamine le virus de la résistance et de la rébellion!

Les 14 et 15 septembre, en fin de matinée, ont atterri à Vienne 177 femmes, hommes et enfants zapatistes. Elles composent la délégation «extemporanée» c'est-à-dire «inopportune» qui dans les trois mois qui viennent vont sillonner l'Europe.

Le projet d'invasion zapatiste de l'Europe avait été rendu public en octobre 2020. Au printemps est arrivé, après une traversée de l'Atlantique en bateau, l'escadron 421, 4 femmes, 2 hommes et 1 trans. Cet escadron a renommé l'Europe *Slumil K'ajxemk'op*, ce qui signifie à peu près en Tzotzile «*Terre rebelle qui ne se rend pas*». L'idée était que la délégation extemporanée rejoigne l'escadron et participe à une grande manifesta-

tion le 13 août à Madrid. Il y a 500 ans, à cette date, tombait Tenochtitlan, capitale de l'empire aztèque. A cause des tracasseries administratives aussi bien du côté mexicain (*tu es indigène, tu n'auras pas de passeport*) qu'européen (*Ah, désolé, à cause du Covid, on ne peut pas vous laisser entrer*), la manifestation, dont le message était «Ils ne nous ont pas conquis», eut lieu uniquement avec l'escadron 421.

Et depuis, l'Europe en bas et à gauche attendait des nouvelles de quand et comment le reste de la délégation allait venir. Et puis l'annonce est arrivée, puis les délégué·es...

L'accueil à Vienne était organisé par Zapalotta, une coordination de collectifs et individu·es qui se sont mis en quatre pour organiser en à peu près quinze jours logement, nourriture et transports pour 200 personnes. Et donc le 14 septembre, sous un soleil de plomb et près de 30 degrés à l'ombre, l'invasion a réellement commencé...

Après des mots de bienvenue, et la chanson mexicaine contre les féminicides *canción sin miedo* par une chorale féministe locale, le sous-commandant Moïses, porte-parole de l'EZLN, a fait un discours. Il a pointé le responsable de la destruction de la planète: le capitalisme. «*Nous sommes venu·es vous dire une chose: si vous ne croyez pas que la destruction va empirer*», a-t-il dit en parlant des catastrophes liées au changement climatique et au massacre de la nature, «*vous le verrez*». Il a ajouté que ce voyage était le voyage pour la vie, contre la mort, en particulier la mort de la nature, contre le capitalisme pour la rébellion et la résistance, avec pas mal de paraboles, dans la grande tradition des communiqués zapatistes. Moïses a aussi ajouté que le voyage est dédié aux disparu·es du Mexique et à leurs familles, car c'est une réalité très dure de là-bas. La dédicace était aussi destinée aux combattant·es zapatistes mort·es dans la lutte, en particulier lors de l'insurrection de janvier 1994. Un peu comme si l'esprit de ces mort·es passait sur l'Europe.

Tout ce moment était chargé d'une grande émotion. C'était aussi assez marquant de voir le télescopage entre les costumes indigènes pleins de couleurs des femmes zapatistes et l'ambiance d'un aéroport international, lieu symbolique de matérialisation du capital au travers des grandes publicités pour smartphone ou prêt-à-porter, sans compter les «*Zapata vive, la lucha sigue!*» et autres pancartes, affiches, slogans ou chansons...

Quelques mots sur la délégation

Comme annoncé, il y a une majorité de femmes, on atteint sans doute les 70%. Il y a 28 groupes de quatre ou cinq personnes qui constituent les groupes d'Ecoute et de Parole, c'est-à-dire d'échange avec les collectifs, organisations ou individu·es les invitant dans toute l'Europe. Il est à noter la grande diversité d'âge des personnes présentes; depuis certain·es qui ont vécu la clandestinité¹ jusqu'à des jeunes, troisième génération né·es dans le zapatisme.

Ensuite, il y a la section milicienne *Ixchel-Ramona*, un groupe de 37 femmes, souvent très jeunes (quelques-unes ont plus de 25 ans, la majorité entre 18 et 21 ans). Cette section s'occupe de la sécurité, mais aussi de participer aux rencontres de football potentiellement organisées.

Ensuite, il y a le *Commando palomitas*, le commando pop-corn, composé de 5 enfants, entre 3 et 10 ans dont le travail est de faire des blagues et autres espiègleries. «*Nous n'avons pas à demander la permission pour manger du pop-corn!*». «*Pop-corn pour tou·tes!*».

Et pour finir, un groupe de sept personnes (presque que des hommes) est le groupe de coordination-avancement de la tournée.



Le CNI-CIG-FPDTA

Pour cette tournée, les zapatistes ont invité des délégué·es du Congrès National Indigène-Conseil Indigène de Gouvernement-Front Populaire en Défense de la Terre et de l'Eau du Morelos, Tlaxcala et Puebla, (CNI-CIG-FPDTA). Le CNI est né suite à l'insurrection zapatiste et coordonne la majorité des peuples indigènes du Mexique qui font face à la spoliation de leurs terres et à l'augmentation de la violence pour réaliser de grands projets nuisibles: barrages, mines, aéroport, autoroutes, privatisation des ressources en eau, etc.

En 2016, l'EZLN conjointement avec le CNI décide de présenter une candidate indépendante et indigène aux élections présidentielles de 2018. Ce sera Marichuy, une indigène Nahuà de l'Etat du Jalisco. Cette candidature sera sabotée, mais le CNI mettra en place le CIG, c'est-à-dire une table de 70 représentant·es (à parité homme et femme) des différents peuples indigènes qui élaborent collectivement un programme de gouvernement indigène pour le Mexique. Marichuy est devenue la porte-parole du CNI-CIG. Le FPDTA, est une coordination qui lutte sur les trois Etats mentionnés contre un méga projet de centrale thermoélectrique liée à un gazoduc et la mise en place de différentes usines. Un représentant du FPDTA avait été assassiné en février 2019, peu de temps après une visite de Lopez Obrador, président dit de gauche du Mexique², qui dénonçait les opposant·es du FPDTA comme des réactionnaires anti-progrès.

16 personnes de ces trois organisations sont arrivées à Vienne le 22 septembre pour se joindre au voyage pour la vie. A son arrivée, au centre des femmes, Marichuy a prononcé un discours, empli d'émotion et de mots simples mais percutants.

Le harcèlement constant contre les bases zapatistes

Comme à quasi chaque initiative publique que prennent les zapatistes, la réponse du gouverneur corrompu du Chiapas, des autorités mexicaines et des ennemis politiques des zapatistes est la violence et le harcèlement contre les communautés, bases d'appui de l'EZLN.

Le 11 septembre, au moment du départ de la délégation pour l'Europe, deux représentants du conseil de bon gouvernement numéro 10

(*Caracol Nueva Patria*) ont été séquestrés par l'ORCAO (Organisation Régionale de Caféculteurs d'Ocosingo). Cette organisation, née en 1988, a commencé son chemin proche des zapatistes, revendiquant un meilleur prix pour le café et dénonçant le problème d'accès à la terre. Au début des années 2000, le clientélisme à la mexicaine avait perverti et corrompu cette organisation, entraînant la rupture avec l'EZLN, les leaders étant intégrés dans le jeu des partis politiques mafieux mexicains. Depuis, cette organisation est devenue de plus en plus néfaste et dangereuse, détournant les subsides pour le développement de l'Etat chiapanèque pour acheter des armes.³ Cette attaque n'est que le dernier épisode d'un harcèlement de plus en plus prégnant. Grâce à la mobilisation d'ONG des droits humains, de cercles catholiques progressistes et de la société civile internationale, les deux zapatistes ont été libérés après une semaine de captivité. Un communiqué du Sous-Commandant Galéano⁴ en date du 19 septembre, «*Le Chiapas au bord de la guerre civile*» parle de la déstabilisation en cours au Chiapas. Il est vrai que depuis quelques années, les derniers mois en particulier, la violence augmente, y compris contre des entités qui avant étaient intouchables: défenseur·euses des droits humains, membres de l'église progressiste... Un membre, ex-président du conseil d'administration de l'association *las Abejas* d'Acteal a même été assassiné en juillet⁵. Quelques jours après la séquestration des deux zapatistes, on apprenait qu'un zapatiste avait été assassiné dans une autre localité. L'augmentation de

1. L'EZLN s'est formée le 17 novembre 1983, l'insurrection a commencé le 1^{er} janvier 1994. Pendant dix ans les zapatistes ont vécu et se sont organisé·es dans la clandestinité.

2. Lopez Obrador ou AMLO a été largement élu en 2018, et se présente comme de gauche avec quelques programmes sociaux. Néanmoins, la violence et les assassinats en particulier contre les défenseur·euses des droits humains et/ou de la nature et des territoires n'ont fait qu'augmenter sous son mandat. L'impunité est de mise...

3. Voir «*La longue histoire de violence paramilitaire et d'impunité de l'ORCAO*» sur <<http://cocomagnanville.over-blog.com/2021/09/mexique-la-longue-histoire-de-violence-paramilitaire-et-d-impunité-de-l-orcao.html>>

4. Le porte-parole historique de l'EZLN, le sous-commandant Marcos est symboliquement mort en 2014. Marcos a pris le nom de Galéano, en hommage à un zapatiste assassiné. Par ailleurs, il se partage maintenant le porte-parolat avec le sous-commandant Moïses.

5. Acteal est le nom de cette communauté très religieuse, organisée au sein de l'association *las Abejas*, qui partage les revendications des zapatistes mais pas le fait d'avoir pris les armes. En 1995, un massacre perpétré par des paramilitaires a vu la mort de 45 indigènes tzotzils, principalement des femmes et des enfants, qui étaient en train de prier dans l'église.

cette violence ainsi que l'impunité qui l'accompagne, a poussé des personnes à s'armer et à créer un groupe d'autodéfense, groupe apparu au printemps. Ce dernier communiqué évoque de manière plus ou moins précise cette situation et appuie sur le fait que les zapatistes sont à bout de patience, que cela fait des années qu'elles ne répondent pas aux provocations, mais qu'à l'avenir elles ne parleront plus, mais poseront des actes. A voir ce que cela signifiera. Galéano lance aussi un appel à l'Europe en bas et à gauche à la solidarité pour faire pression sur le gouvernement mexicain, pour arrêter la guerre au Chiapas.

Ce rapide survol de la situation chiapanèque ne parle pas de la présence toujours plus forte du narcotrafic qui a nécessairement des liens avec les groupes paramilitaires, ne serait-ce qu'au travers du trafic d'armes. Mais ceci demanderait une étude en soi.

Cédric
Radio Zinzine

Vous trouverez un panel d'émission sur ce sujet sur le site <http://radiozinzine.org>, en tapant *zapatiste* dans le moteur de recherche.

Pour approfondir la situation paramilitaire au chiapas: «Stop à la guerre au Chiapas». En français: <https://radiozapatista.org/?p=39915&lang=en>

Pétition féministe européenne

Pour une reconnaissance cohérente des motifs spéciaux d'asile pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+.

Dans l'Archipel de novembre, nous joindrons la pétition (<pétition-féministe-int-fr.pdf>), dont nous avons déjà publié le texte provisoire dans le numéro d'été, avec la liste des premiers signataires.

La pétition sera lancée le 11 novembre dans plusieurs villes européennes avec diverses actions et conférences de presse. Nous recherchons activement des personnes prêtes à signer la pétition et, si possible, à participer à l'un des événements.

Les signatures doivent être remises au Parlement européen le 11 mai 2022, jour anniversaire de la signature de la Convention d'Istanbul en 2011.

En Suisse, c'est principalement le mouvement *Marche mondiale des femmes* à Genève, ainsi que *Solidarité Tattes*, la *Grève des femmes*, *Solidarité sans Frontières* ainsi que d'autres organisations qui veulent organiser les événements du 11 novembre et récolter un maximum de signatures jusqu'au 11 mai.

Si vous, cher lecteur, chère lectrice, avez des idées d'événements pour le 11 novembre ou connaissez des personnes qui pourraient faire partie des premier-es signataires de la pétition, faites-le nous savoir: <ch(chez)forumcivique.org>.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel

MADAGASCAR

Mahaleo¹ - Charles nous a quitté·es, il a rejoint ses ancêtres

Cher·es proches de Charles, chers Bekoto et Dama,

Tous ceux et celles chez nous à Longo maï et au Forum Civique Européen qui vous connaissent ont dirigé ces jours-ci leurs pensées très, très amicales vers vous. Vous venez de perdre un des vôtres, un *mihinana andro sy voky andro* – un homme qui a avalé des années de vie, qui a assimilé du savoir. Charles, le sociologue, batteur et paysan vient de partir pour suivre les médecins Raoul, Nono et Dadah et celui qui a dit qu'il n'était qu'une voix, Fafah. La vie est vraiment féroce à Madagascar!

Beaucoup de lectrices et lecteurs de ces lignes ne savent pas que Mahaleo a imprégné l'histoire de Madagascar mais aussi la nôtre, de même que John Lennon, Bob Dylan, Joan Baez, Nina Simone, Ismael Lo, Ali Farka Touré, Bob Marley, Mark Knopfler, Jacques Higelin, Mercedes Sosa... la page est bien trop petite pour nommer toute cette grande famille de l'espoir.

Vous avez depuis les années 1970 composé et écrit plusieurs centaines de chansons. Vous savez mieux que moi que vos chansons se sont gravées dans les cœurs de vos ami·es, un peu partout sur la planète, qui avaient eu le rare plaisir et la chance de vous rencontrer.

Presque toutes vos chansons sont devenues une part vivante du patrimoine malgache d'aujourd'hui, colportées par plusieurs générations jusqu'aux plus jeunes. Des centaines de milliers de personnes connaissent vos chansons par cœur et portent vos textes dans leur âme.

Vos chansons me font rester l'éternel optimiste, malgré *le pessimisme de l'intelligence* et la folie furieuse de la réalité qui me rongent. Vos chansons sont des odes à l'amitié, à la vie et à la sagesse. Vous savez mettre en sons et en paroles toutes ces dimensions du meilleur de l'humanité. En écoutant vos chansons – et je ne comprends pas la majorité de vos textes – je ne peux que ressentir *les émotions, les vibrations de ces ondes les plus diverses de tendresses sonores sensibles dans la durée comme la tension de certaines caresses éternelles de l'instant. Ils vous arrachent de là où vous êtes et vous portent ...* Elles m'ont fait comprendre dans mon cœur, dans mon intelligence et dans ma vie, que nous vivons non pas dans un monde universel mais dans un monde pluriversel², dans un monde riche et pluriel.

Madagascar a découvert vos voix et vos premières chansons pendant la grève générale en 1972. Nous avons grâce à Alex et Mathieu de Radio Zinzine découvert Mahaleo après le printemps de Bourges en 1982. Quelques-unes d'entre nous, telles que Norma, Willi et Nicki, ont tout de suite été enthousiastes à l'idée de créer avec vous une pièce de théâtre musical, Solaluna - l'Île de l'ami-

tié. Sans comprendre le malgache, on avait pourtant le sentiment et la conviction de vous comprendre. Vos chansons atteignent ce qu'il y a de plus humain dans chacune.

Ainsi accompagnées des compositions de la Terre du Feu des Karumanta, nos ami·es commun·es, exilé·es du Chili et des *Lieders* de Comedia Mundi, les musicien·nes de Longo maï, la tournée européenne Solaluna a pris la route en 1983. De Porto, au Portugal, jusqu'au Festival de Vienne et d'Avignon, nous avons ensemble découvert comment vos œuvres polyphoniques créent une ambiance communicative multivoCALE qui emporte vers le voyage commun, le *buoni viaggi*. Solaluna avait creusé un sillon d'espoir, un souffle de courage lucide et humain.

Ces quelques mots pour vous dire encore merci. Ou comme vous avez l'avez chanté dans *Somambisamby* (nostalgie): *Même quand le ciel est noir, ne perds pas l'espoir:*

Il est encore long le chemin, alors prends ton destin en main

La douceur se cache dans l'amertume

Ce n'est pas facile d'y goûter, la vie est faite de hauts et de bas.

La lutte continue, on ne réussit pas avec des larmes

Prends tes armes et sois fort, affronte ceux qui te terrifient

Même s'ils veulent rouvrir tes blessures.

Hannes Lammler
Membre FCE-France



Le groupe Mahaleo en 1972

1. Vous trouverez des films, des livres et des CDs de Mahaleo sur <<https://boutique.laterit.fr/en/>>
Je vous recommande en particulier le livre fascinant de Fanny Pigeaud: *MAHALEO, 40 ans d'histoire(s) de Madagascar* aux Editions Laterit.
2. Voir <<http://www.dhdi.free.fr/recherches/droithomme/articles/eberconstruiredi.pdf>>.